

ROYAUME DE BELGIQUE
Ministère des Colonies

KONINKRIJK BELGIË
Ministerie van Koloniën

BULLETIN AGRICOLE

DU

CONGO BELGE

LANDBOUWKUNDIG TIJDSCHRIFT

VOOR

BELGISCH-CONGO

VOL. XLIII — N. 2



BULLETIN D'INFORMATION

DE L'

I N E A C

INFORMATIEBULLETIN

VAN

NILCO

JUIN
JUNI 1952

VOL I — N. 1-2

Bulletin Agricole du Congo belge

Landbouwkundig Tijdschrift voor Belgisch-Congo

SOMMAIRE	Vol. XLIII	N ^o 2	JUN 1952	INHOUD
				Pages/Blz.
Note de la Rédaction				269
Nota van de Redactie				271
Articles originaux - Oorspronkelijke Artikelen				
Etude de la qualité du Cacao			G. NEIRINCKX et A. JENNEN	273
Les problèmes internationaux à la base de la FAO			A. VAN HOUTTE	383
De Internationale Problemen aan de basis van de FAO			A. VAN HOUTTE	391
La « Tristeza » des Agrumes			R. L. STEYAERT	399
La « Cannelure » ou « Stem Pitting » du Pam- plemoussier au Congo belge			R. L. STEYAERT et R. VAN LAERE	447
Historique de la méthode Testatex (<i>suite et fin</i>) Etude préliminaire de la faune entomologique et de la protection des bois exploités au Mayumbe			D ^r P. J. S. CRAMER †	455
Conférence Forestière Interafricaine d'Abidjan			P. HENRARD	463
Essai d'ethnographie des bovins indigènes du Congo belge			P. STANER	481
Epithéliome vulvaire chez une vache			—	497
Note sur le traitement de l'agalaxie de la truie au moyen de l'extrait antéhypophysaire associé à la thyroxidine			D ^r MOLS	533
Vidange d'un étang de la Cotonco à Sentery - Territoire de Tshofa (Lomami)			A. JUSSIAANT et R. GASPARD	537
Documentation officielle - Officiële Documentatie			C. HALAIN	539
Notes et Actualités - Nota's en Actualiteiten				545
Bibliographie - Boekbespreking				551
Annonces - Advertenties				581
pages/blz. I - XXVIII après la page/na blz. 616				

Bulletin d'Information de l'INEAC

Informatiebulletin van het NILCO

SOMMAIRE	Vol. I	N ^{os} 1-2	JUN 1952	INHOUD
				Pages/Blz.
Editorial				1
Editoriaal				3
Le rôle de l'INEAC dans le développement de l'Agriculture congolaise			F. JURION	5
L'utilisation des engrais au Congo belge			M. V. HOMÈS	21
La sélection des plantes vivrières à Yangambi. Le Riz et le Manioc			DIV. DES PLANTES VIVR. DE L'INEAC	37
Vingt ans de sélection du bétail indigène du type local à Nioka			D ^r J. GILLAIN et D ^r M. MARICZ	55
Une grave maladie du caféier « Robusta » : la Tra- chéomycose. Avertissements et conseils aux plan- teurs			J. V. FRASELLE et G. GEORTAY	87
Le bouturage du Cacaoyer			G. VALLAËYS	103
Comptes rendus de recherches - Verslag van on- derzoekingen				123
Petites informations - Korte mededelingen				135

ROYAUME DE BELGIQUE
Ministère des Colonies

KONINKRIJK BELGIË
Ministerie van Koloniën

Direction de l'Agriculture, des Forêts,
de l'Élevage et de la Colonisation

Directie van Landbouw, Bossen,
Veeteelt en Kolonisatie

Bulletin Agricole du Congo Belge

Landbouwkundig Tijdschrift

voor Belgisch-Congo

VOL. XLIII

N^o 2

JUN 1952

4 FASCICULES PAR AN
NUMMERS PER JAAR

19753



Etang d'alevinage pour Tilapia
à Sentery (Cotonco).

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
Place Royale, 7 - Bruxelles

REDACTIE EN ADMINISTRATIE
Koningsplein, 7 - Brussel

Les problèmes internationaux à la base de la FAO

(FOOD AND AGRICULTURE ORGANISATION)

PAR

A. VAN HOUTTE,

Président du Comité National Belge de la FAO.

M. A. VAN HOUTTE, *Président du Comité National Belge de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, a effectué un voyage d'étude au Congo Belge, au cours des mois d'août et septembre 1951, à la demande de Monsieur le Ministre des Colonies.*

A différentes étapes de son voyage et, notamment, à Léopoldville, Elisabethville, Costermansville, Usumbura et Yangambi, à l'initiative des autorités locales, M. VAN HOUTTE a donné une conférence relative aux problèmes auxquels la FAO cherche à apporter une solution. On trouvera ci-dessous le résumé de cet exposé ; les chiffres qui y figuraient ont été complétés au moyen des données les plus récentes.

L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture — la FAO, d'après les initiales du nom anglais — est une des organisations spécialisées des Nations Unies, au même titre que l'UNESCO (Organisation des Nations-Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture), l'OIT (Organisation Internationale du Travail), l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), la Banque Internationale et le Fonds Monétaire. Elle est en même temps la plus grande de celles-ci de par le nombre de ses membres, qui appartiennent actuellement à 69 pays, c'est-à-dire pratiquement au monde entier, à l'exception du bloc soviétique.

Créée à Québec en 1945, la FAO a un but essentiellement technique, social et économique, et se tient à l'écart des préoccupations politiques. Aussi son rôle est-il d'augmenter le niveau alimentaire de la population mondiale, dont la moitié est sous-alimentée.

La réalisation de cet objectif présuppose une augmentation considérable de la production agricole, laquelle une fois réalisée, améliorera le niveau de vie de la population rurale, qui représente généralement la partie la plus pauvre de la population mondiale et, en même temps, 70 % de celle-ci. Une augmentation du pouvoir d'achat de cette masse de population doit amener et maintenir une économie en expansion et réaliser ainsi ce qui est le but fondamental des Nations Unies.

Si le problème paraît ainsi posé dans toute sa logique, il n'en est pas pour cela résolu et il laisse aux sceptiques un champ très vaste pour la discussion et la critique.

En effet, le problème de la faim — problème de la sous-alimentation et de la famine — est aussi vieux que le monde et, malgré beaucoup de tentatives et énormément de bonne volonté, il n'a jamais été résolu.

Pourtant le besoin de nourriture est le besoin matériel le plus fondamental de l'être humain : bien plus fondamental que celui des vêtements, du logement ou de l'hygiène, par exemple. Il s'ensuit automatiquement que l'activité agricole doit dominer toutes les autres.

Deux faits nouveaux dominant l'action de la F. A. O. D'abord que pour la première fois dans l'histoire du monde, soixante-neuf gouvernements se sont ligüés pour combattre la faim et la malnutrition par une augmentation de la production, et cela signifie quelque chose ; ensuite, que le problème de l'alimentation a été lié à celui de l'agriculture. Aussi étonnant que la chose puisse paraître, avant cette guerre l'on avait toujours considéré que ces deux aspects s'opposaient l'un à l'autre. La FAO. a réalisé ce que l'on a appelé le « mariage de l'alimentation et de l'agriculture ».

Ce qui vient d'être dit indique déjà quels problèmes sont à la base de la FAO. Cinq sont à souligner, qui seront passés très rapidement en revue :

1. Le problème de la population ;
2. Le problème des besoins alimentaires de cette population ;
3. Le problème des ressources alimentaires disponibles ;
4. Le problème des possibilités de la production agricole ;
5. Le problème du commerce international.

La population.

D'abord, le problème de la population. Des estimations chiffrent la population mondiale à quelque 2.400.000.000 et l'accroissement annuel à 1 %. Certains s'effrayent de cet accroissement rapide et soutiennent les théories de MALTHUS. Quoique l'histoire ait montré l'inconsistance de ces théories devant les faits, elles ont toujours beaucoup de partisans, surtout dans les milieux anglo-saxons qui posent la question de la suffisance des moyens de subsistance.

Les besoins.

Pour étudier les moyens de subsistance, il faut d'abord connaître les besoins alimentaires de la population. Il n'y a pas si longtemps que l'on s'est occupé à rechercher objectivement quels sont ces besoins.

En fait, la science de la nutrition est une science nouvelle, en pleine évolution, mais qui peut toutefois définir déjà ce qu'est une « alimentation suffisante ». A cet égard, les « enquêtes alimentaires » effectuées par la FAO jouent un rôle très important. Il serait souhaitable que des enquêtes de ce genre, déjà entreprises au Congo, puissent être faites en Belgique également.

Les ressources disponibles.

Pour connaître la quantité d'aliments disponibles, la FAO s'est spécialement attachée à dresser des « Bilans alimentaires de chaque Pays ». Ceci était une nouveauté qui apporta un élément important de clarification dans les débats sur les problèmes alimentaires.

Ces bilans alimentaires, en permettant la comparaison des besoins objectifs d'alimentation avec la quantité consommée par la

population mondiale, nous forcent à conclure qu'un tiers de la population mondiale a des ressources abondantes, un sixième des ressources moyennes et la moitié « des ressources insuffisantes pour assurer une santé normale à la population », d'après les termes du rapport. Voilà, sans essayer de dramatiser, l'ampleur du problème de la sous-alimentation et de la malnutrition.

Les possibilités de l'agriculture.

La terre peut-elle procurer des ressources suffisantes pour assurer une alimentation normale à la population existante, et en même temps pourvoir aux besoins d'une population en expansion ? Voilà le fond du problème.

Voyons les faits. La superficie du globe est de 530 millions de km² : trois-quarts sont constitués par de l'eau, un quart, soit 13 milliards d'hectares, par de la terre. Toutefois, de ce quart, un cinquième seulement est formé de terres agricoles, et quatre cinquièmes sont des déserts, des cités, des routes, etc. Ce n'est donc pas beaucoup : disons 1 hectare de terre, de qualité très différente, par habitant.

Est-ce suffisant ? Les malthusianistes disent évidemment non ; les autres disent oui, et des estimations font conclure que la terre, rationnellement exploitée, pourrait nourrir de 3,5 à 13 milliards d'habitants. Ceci laisse une marge de sécurité, mais fait soupçonner tout l'effort de rationalisation et de mise en valeur qui reste à faire.

Si, comme au siècle dernier, nous ne pouvons plus occuper des étendues immenses de terres nouvelles, nous disposons maintenant des progrès de la science agricole, progrès dont l'importance est tout aussi grande. N'a-t-on pas vu, par exemple, que les rendements de l'agriculture et de l'élevage en Belgique ont presque doublé depuis cinquante ans ? Quelle tâche est réservée ici à la vulgarisation agricole !

Il y a, en outre, les ressources encore inexplorées des mers. La FAO s'attache à les connaître, avec l'aide des « Conseils de la mer » qu'elle a créés pour chacun des océans.

Mais nous pouvons récupérer des quantités considérables d'aliments en évitant des pertes, soit des sources de production, soit des

produits. Et ici il faut insister sur l'immense problème de la conservation du sol. Nous devons bien le dire : notre civilisation a laissé derrière elle des déserts : en Orient, en Méditerranée, en Afrique du Nord. Quelle leçon pour nous et quelle responsabilité ! Les pertes de produits par les maladies du bétail et les parasites des cultures sont très importantes ; les parasites détruisent tous les ans, à eux seuls, autant de produits que ceux qui entrent dans le commerce international des produits alimentaires ; chaque année 1 million de bovins sont éliminés par la peste bovine.

Le commerce international.

Toutefois, même si nous parvenons à produire suffisamment, et à conserver ce que nous produisons, il reste le problème de la distribution. Nous connaissons les difficultés d'une répartition convenable des produits sur le plan de chaque pays. Les difficultés sont encore beaucoup plus grandes si nous nous plaçons sur le plan international où le problème des ressources, des revenus et des moyens de paiement joue un rôle primordial.

En fait, la distribution internationale est le problème le plus difficile à résoudre ; sa solution éviterait des surproductions localisées autant que des famines et contribuerait à stabiliser toute la vie économique.

Mais jusqu'à présent aucune solution satisfaisante n'a pu être trouvée.

Soulignons d'abord deux faits.

Le premier est que le volume de la production agricole venant sur le marché international est limité. Suivant les données de 1951, il est de 15 % pour le blé, 5 % pour les autres céréales, 6 % pour le riz, 15 % pour la viande, 12 % pour le beurre, 18 % pour le fromage, 20 % pour les matières grasses, 33 % pour le sucre, etc. Et pourtant, nous ne pouvons oublier que les crises économiques sont provoquées par des surplus ne représentant pas plus de 3 à 6 % de la production totale. C'est dire que le commerce international est un des principaux points névralgiques de la situation économique.

Le deuxième fait est la modification profonde de la configuration

du commerce international depuis la guerre, ce qui a considérablement aggravé le problème. La diminution de la production dans beaucoup de pays, l'augmentation de la production et de la consommation dans d'autres, pendant la guerre, les difficultés financières et autres de l'après-guerre, ont eu comme résultat que les Etats-Unis d'Amérique ont actuellement une part beaucoup plus grande, tant dans les importations que dans les exportations. Les U. S. A. et le Canada fournissent 64 % du marché total du blé, contre 33 % avant la guerre. Cette situation est dangereuse pour tout le monde, et le problème de la distribution est actuellement bien plus grave qu'avant la guerre.

Des essais de solution ont été proposés sur le plan international, notamment par la FAO. Alors que la période de pénurie durait encore, la FAO prévoyant les surproductions localisées, proposa la création d'un « World Food Board » basé sur un pool des stocks alimentaires.

La solution envisagée fut jugée inacceptable par les gouvernements, parce que constituant l'intervention directe d'une autorité internationale, sur le plan de chaque pays, autorité qui pourrait, le cas échéant, exercer des pressions sur le marché.

Mais les gouvernements ont tout de même voulu faire quelque chose et ils ont créé le « Conseil alimentaire mondial ». Celui-ci est le Conseil de la FAO, composé de dix-huit pays, dont la Belgique pour un terme de trois ans. Mais son pouvoir n'est que consultatif et non exécutif : il ne peut donc résoudre aucun problème.

Devant ce fait, la FAO fit une nouvelle proposition : celle de créer un « International Commodity Clearing House » disposant d'un capital international en vue de l'achat des surplus de production déclarés par les gouvernements et la vente de ces surplus, dans des conditions à déterminer, aux pays qui déclarent des besoins. Cette solution a également été écartée par les gouvernements, qui ont créé à la place une « Commission des produits », nouvel organe consultatif de la FAO, qui peut recevoir les déclarations de surplus et de besoins, mais n'a pas d'autorité.

D'autres tentatives ont été faites avec l'aide de la FAO ou en dehors de celle-ci : par exemple, les accords sur produits, dont l'accord du blé est une réalisation concrète, avec quelques accords plus res-

treints entre groupes de pays. Un autre exemple est la proposition de créer une Organisation Internationale du Commerce, basée sur une charte du Commerce, et qui jusqu'à présent est restée lettre morte.

Nous pouvons donc dire que, pratiquement, la question de la distribution internationale n'est pas résolue, et qu'elle est fort difficile et compliquée. Elle ne sera pas non plus résolue par la distribution gratuite de produits d'un pays riche ou avec des surplus à un pays pauvre.

Augmenter les revenus des pays pauvres.

Et c'est pour cela que l'on a cru ces dernières années, qu'il fallait peut-être chercher la solution dans une autre direction, et notamment dans une augmentation des revenus des pays pauvres — qu'on appelle depuis pays sous-développés — afin de provoquer un niveau de vie plus élevé et des moyens de paiement plus considérables. C'est l'origine et la base des programmes d'assistance technique, préconisés par le Président TRUMAN dans son fameux point 4. Ces programmes ont pris des formes diverses : plan MARSHALL, coopération interaméricaine, plan britannique, programme d'assistance technique des Nations Unies.

Il est certain que dans le programme d'Assistance technique des Nations Unies, la FAO doit jouer un rôle important, puisque les pays auxquels il s'adresse sont tous des pays agricoles peu développés. Aussi, la FAO a-t-elle obtenu dans les programmes en cours 29 % de l'ensemble des fonds disponibles. Ceux-ci lui ont permis de donner l'aide de quelque 370 techniciens à 48 pays qui en avaient fait la demande.

Ce programme, s'il pouvait réussir, serait la solution du grave problème qui nous préoccupe ici.

Que peut faire la FAO ?

Mais dans tout cela, que peut faire la FAO ? Comment peut-elle réaliser le but qui lui est fixé, en tenant compte de l'immensité des problèmes que nous venons de décrire ? Que fait-elle en réalité ?

Disons d'abord que ses moyens d'action sont limités, tant juridiquement que financièrement. La FAO n'a pas de pouvoir exécutif et elle ne dispose que d'un budget de 5 millions de dollars, c'est-à-dire pas plus du tiers de celui du Ministère de l'Agriculture en Belgique.

Elle peut toutefois présenter les problèmes aux gouvernements au moyen d'une documentation objective : des annuaires statistiques, des informations techniques, des études sur les produits. Elle peut donner l'aide de ses techniciens aux gouvernements ; elle peut les inciter à entreprendre une certaine action ; elle peut les réunir en conférences et espérer que les gouvernements exécuteront de bonne grâce les décisions prises ou les recommandations faites. Elle peut demander aux gouvernements ce qu'ils ont entrepris pour la réalisation du programme auxquels ils ont souscrit ; la FAO demande que ces renseignements figurent dans le Rapport Annuel que les gouvernements se sont engagés à présenter à l'Organisation.

Elle peut par la voie des recommandations, mais surtout par celle des Conventions Internationales, contribuer à réaliser, pas à pas, la tâche de longue haleine qu'elle s'est fixée.

Mais seule, l'Organisation ne saurait le faire. Seuls, les gouvernements ne le feront pas. Il faut l'aide, l'impulsion, la foi de l'opinion publique pour aboutir.

En conclusion.

La FAO représente un idéal humanitaire, une conception nouvelle hardie qui pourra se réaliser avec l'aide de l'opinion professionnelle éclairée et avec l'appui de l'opinion publique.

En fait, dans l'Etat social, qui semble bien être la conception de notre temps, le problème de satisfaire ce besoin matériel primordial de chacun : « se nourrir » est posé. L'idée lancée par ROOSEVELT : « libérer le monde du besoin » doit faire son chemin, car c'est le chemin de la Paix.

Méditons la devise de la FAO : « Fiat Panis » « Qu'il y ait du pain pour tous ». C'est presque une prière.